

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 1 (1909)  
**Heft:** 3

**Artikel:** L'action directe  
**Autor:** Sigg, Jean  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-382756>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 25.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Il est regrettable que les indications, desquelles nous avons rassemblé notre statistique, ne puissent être considérées comme étant exactes, autrement nous en aurions obtenu une échelle idéale, afin de tirer nos conclusions sur l'importance des luttes économiques et sur la puissance et la rapidité d'action de nos organisations syndicales dans les différents pays. Nous devons déclarer nettement que les chiffres indiqués sont pour la presque totalité en dessous de la réalité, vu que les centrales syndicales qui en fournissaient les indications, ne devaient pas être à même de recevoir des renseignements sur tous les cas, et les statistiques officielles, auxquelles on eut souvent recours, vu les intérêts de l'Etat, ne renseignent que très rarement sur l'extension complète des luttes économiques.

Cependant, nous pouvons conclure de notre statistique que les luttes économiques en Italie, Autriche, Hongrie, Finlande et aux Etats balkaniques, de 1907, ont atteint un pour cent proportionnellement fort de la classe ouvrière en général et, dans ces pays respectifs, un pour cent énormément haut du prolétariat organisé. L'Italie dépasse de beaucoup tous les autres pays, elle a été atteinte pour ainsi dire d'une fièvre de lutte. La France se montrerait sous le même jour, si l'on en connaissait les chiffres.

Afin de nous former un jugement exact sur le mouvement et les luttes économiques dans les différents pays, nous devrions pouvoir comparer, comme ci-dessous, pour plusieurs années même, les dépenses des syndicats pour grèves, en général et par tête des ouvriers atteints et ensuite les mettre en face des indications sur l'extension des luttes, ainsi que des résultats obtenus relativement à l'augmentation des salaires, de la réduction de la journée de travail et d'autres améliorations éventuelles.

Il est à espérer que, dans un temps rapproché, les statistiques internationales soient organisées de telle façon. Pour le moment, nous devons constater que l'an 1907 a fait subir aux organisations syndicales de toute l'Europe un baptême de feu rigoureux dans la lutte économique, mais spécialement à celles du continent.

En outre, il ressort nettement du rapport international sur le mouvement syndical que le prolétariat des pays accusant le plus fort pour cent d'ouvriers organisés payant les plus fortes cotisations, et où l'organisation centrale sert de règle pour l'organisation syndicale, s'en tirait le plus favorablement.

Quiconque voudra se renseigner plus exactement là-dessus, n'aura qu'à examiner spécialement encore les rapports des différents pays respectifs.



## L'ACTION DIRECTE.

Par *Jean Sigg.*

(Suite.)

Des mesures sévères sont prises pour le maintien de l'ordre dans la banlieue. Des ordres rigoureux ont été donnés à la troupe et à la police. Au moment d'une immense réunion à la Bourse du travail de Paris, un officier d'infanterie fait des déclarations de socialisme et il est reconduit à la rue, au milieu des acclamations des ouvriers. Toulon, où les ouvriers du gaz sont en grève, est totalement plongée dans la nuit. A Bordeaux tout est calme. A Lille, les ouvriers des tabacs ont tous abandonné le travail.

La police est maîtresse de Paris. Les rues sont désertes et les ouvriers tiennent de nombreux meetings. Les ouvriers ébénistes, au nombre de 1500, votent

la grève générale de la corporation pour obtenir la journée de huit heures et la suppression du travail aux pièces. Les maçons et les autres travailleurs de la pierre, les ouvriers menuisiers, les métallurgistes, les fondeurs-typographes, les ouvriers lithographes, les sculpteurs sur bois, etc., tous revendiquent cette journée de huit heures et, la plupart, aussi la suppression du travail aux pièces.

Même agitation dans un grand nombre de villes de la France en ce jour de Premier Mai. Ainsi, à Nantes, Saint-Etienne, Rive-de-Gier, Brest, Toulouse.

De nombreuses perquisitions et arrestations ont lieu et la police est plus brutale encore que de coutume, si c'est possible.

Mais tout cela n'est pas très profond et reste à la surface. Seules quelques corporations sont parties pour un mouvement plus profond.

Les terrassiers tiennent à leurs patrons un langage très ferme:

### AUX ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS!

Nous voulons la journée de huit heures, sans diminution de salaire, et nous l'obtiendrons, de gré ou de force, parce que notre réclamation est juste et des dénégations à ce sujet ne seraient pas fondées. En ne travaillant que huit heures, nous ne diminuerons vos gains que d'un cinquième. Les rabais scandaleux que vous avez consentis jusqu'à ce jour dans vos entreprises, s'élèvent aux deux cinquièmes du montant des prix de vos adjudications. En diminuant le chiffre de vos rabais, vous réaliserez le même gain, plus ou moins licite.

Et cela continue sur ce ton tout le long d'une affiche.

Les ouvriers de la voiture ne parlent pas moins clairement et, aux revendications courantes, les ouvriers du bâtiment ajoutent encore celle de l'abolition du marchandage qui fait tous les jours sentir ses effets désastreux, malgré le décret de 1848.

En somme, selon les uns, il y a en ce jour de Premier Mai, rien qu'à Paris, 70,000 chômeurs, 100,000 selon les autres.

La Confédération générale du travail fait publier, le 2 mai, un ardent manifeste que je reproduis tout au long, car, pour la classe ouvrière française, il a toute la valeur d'un document historique:

En vue du Premier Mai, le gouvernement a mis Paris en état de siège et il a étendu ses folles mesures de provocation à quantité de centres ouvriers.

Au ridicule de l'immonde complot qu'il a inventé, il a ajouté le ridicule d'une mobilisation criminelle.

Ce gouvernement qui compta parmi ses membres d'ardents champions de la liberté individuelle, alors qu'il s'agissait de défendre un capitaine, aujourd'hui que la liberté des travailleurs est en jeu, s'est ravalé plus bas qu'un Dupuy et a fait siens les procédés inquisitoriaux de Napoléon III. Il a mis en fonctionnement ces lois scélérates, contre lesquelles Clémenceau, Briand, etc., fulminaient si éloquemment . . . avant qu'ils ne soient ministres. Arrestations et perquisitions arbitraires! Mise à néant de la fameuse «hospitalité républicaine» par l'expulsion en masse de réfugiés. Suppression, en fait, de la liberté de réunion. Décachetage et barbotage<sup>1</sup> des cor-

<sup>1</sup> Vol.

respondances. Toute l'infamie du bas empire est devenue la pratique républicaine.

Ce ministère a mis le comble à son indignité, en machinant un complot, où la fourberie le dispute à l'odieuse, dans le seul but de discréditer l'organisation confédérale et de salir des camarades de la C. G. T., tels que Grif-fuellhes et Lévy, qu'il a le cynisme de présenter comme alliés des pires ennemis de la classe ouvrière.

Pour couronnement à cet arbitraire, il a livré Paris, mis en état de siège, à la rage sanguinaire de Lépine, qui au Premier Mai a eu sa journée rouge. On a annoncé huit cents arrestations; mais qui fera le compte des blessés, et qui fera le compte des morts que l'on cache?

Et qu'a gagné le gouvernement à ce monstrueux arbitraire? Personnellement, ses membres y ont acquis le mépris des travailleurs. En outre, ils ont, par leur scélé-ratesse, démontré une fois de plus à la classe ouvrière qu'elle n'a rien à attendre des gouvernements, car ceux-ci, quels que soient les hommes qui les composent, restent les souteneurs obligés des privilèges capitalistes.

Le pouvoir, a-t-il au moins la pitoyable satisfaction d'avoir enrayé l'élan du mouvement ouvrier?

Non! Et quoi qu'il tente, il n'y parviendra pas.

Déjà des résultats appréciables sanctionnent les dix-huit mois de cette propagande pour la conquête de la journée de huit heures, dont le Comité fédéral, mandaté par le Congrès de Bourges, a assumé la coordination.

L'idée de la journée de huit heures, de la diminution du temps de travail, a pénétré tous les cerveaux. Les plus réfractaires, hier encore, aux idées des revendications sociales, sont emportés par le courant. L'action engagée par les ouvriers groupés dans leurs syndicats, dans leurs fédérations corporatives, dans leurs bourses du travail, va porter les fruits qui attesteront la puissance d'un prolétariat, trop longtemps méconnu et dupé, mais qui, aujourd'hui, sait vouloir et n'attend que de sa propre force la réalisation de son idéal de bien-être et de liberté.

Les réacteurs de toutes catégories peuvent se mettre en travers; la classe ouvrière est en marche vers son émancipation — et rien ne l'arrêtera.

Si l'on passe sur quelques passages un peu vibrants et qui s'expliquent par la chaleur même de la bataille, il faut tout de suite noter que les dirigeants de la Confédération générale du travail ne se sont pas fait des illusions sur le sort final de leur mouvement, et que leur idée directrice était bien plus de secouer l'apathie de la classe ouvrière que d'aboutir à un résultat de fond. Ils reconnaissent eux-mêmes que dans les cerveaux les plus fermés une idée nouvelle a pénétré: celle des trois huit. Et tout de suite la question se pose ainsi: valait-il la peine de mettre en mouvement de si formidables masses ouvrières pour une idée qu'il est facile de faire comprendre aux travailleurs, par de tout autres moyens, au sein même d'organisations professionnelles, sérieusement constituées? Mais, c'est là un point qu'il fallait marquer en passant, et dont il sera reparlé au moment des conclusions.

Dans un certain nombre de syndicats, le mouvement dura encore quelques semaines. Mais, dès le 9 mai, il commença à se ralentir, en province tout d'abord. L'entente intervient entre la direction des verreries générales de la Loire et les ouvriers en grève. Au lieu des dix heures, la journée est réduite à huit heures trois quarts pour les verriers proprement dits. Les ouvriers auxiliaires n'obtiennent rien

du tout. Ailleurs, ils rentrent sans conditions ou bien ils obtiennent des avantages qu'ils auraient probablement obtenus sans grève.

A Paris, au contraire, il augmente si bien que vers les 5 et 6 mai on compte environ 140,000 chômeurs gévistes. Dans la métallurgie, 130 usines ont fermé leurs portes. Dans le bâtiment, l'ameublement, les industries polygraphiques, le chômage est très variable.

C'est à partir du 20 mai seulement qu'une sérieuse détente intervient. Les bijoutiers-orfèvres de Paris reprennent le travail, et ils cachent leur défaite sous quelques phrases:

« Les ouvriers, considérant que par la lutte qu'ils ont entreprise depuis un mois, ils ont nettement et énergiquement marqué la volonté d'obtenir la journée de huit heures avec le même salaire qu'avec celle de dix, afin de remédier au chômage qui va sans cesse en augmentant au détriment de tous, décident de reprendre le travail *en renvoyant à une date ultérieure un mouvement venant compléter l'appoint que nous avons produit jusqu'à ce jour.* »

C'est un aveu que la grève a avorté et que le mouvement était prématuré.

Dans la province, le mouvement de reprise du travail s'accroît dès la même date aussi. A Moulins, la grève des Maçons est terminée. Les entrepreneurs ont promis de relever le tarif des salaires ouvriers « pour la prochaine campagne »! A Firminy, le travail des métallurgistes a repris aussi et les ouvriers ont obtenu des améliorations importantes. A la Rochelle, la grève des ouvriers du bâtiment est terminée et les ouvriers obtiennent une augmentation de salaire, mais sans diminution de la durée de la journée de travail.

A Paris, les maçons, « considérant que l'expérience acquise après 42 jours de lutte, fera mettre en pratique la tactique qui, quotidiennement, donnera des résultats et plus de force pour conquérir la journée de huit heures », ce qui n'est qu'une simple phrase, ont décidé la reprise du travail, exception faite pour les tailleurs de pierres et les ravaleurs.

Cette décision a été prise à la suite de l'acceptation, par la Chambre syndicale des entrepreneurs, du *repos hebdomadaire* et d'un nouveau tarif des salaires.

Dans les industries polygraphiques, le travail reprit également, sans que l'action directe eût produit quelque résultat que ce soit.

A la fin du mois de mai, quelques rares organisations professionnelles ouvrières tiennent encore bon. Mais, dans la première quinzaine de juin, on sent un mouvement général de fléchissement des résistances, si bien que, vers le milieu de juin, il ne reste plus guère en mouvement qu'une petite fraction des travailleurs du livre, des maçons et les sculpteurs. Il est évident que je laisse de côté les autres arrêts du travail qui, en ce moment, en France, avaient lieu, mais sans rapport aucun avec le mouvement de protestation du premier mai.

Un mot encore avant de conclure. Il aurait fallu un livre pour étudier le mouvement du premier mai, syndicat par syndicat, et le suivre pas à pas. J'ai choisi au milieu de cette quantité de faits ceux qui illustrent le mieux l'avortement de la doctrine dite de l'action directe.

Et maintenant, que conclure ?

### CONCLUSIONS.

A quelles conclusions arrivons-nous maintenant ?

Faut-il, comme certains, dire que tout le mouvement du premier mai 1906 a été un complet fiasco ? Faut-il entonner un hymne de joie, comme le font les partisans « quand même » de l'action directe, les anarchistes et les syndicalistes purs, qui croient et essaient de faire croire qu'ils ont trouvé la panacée générale, la méthode unique, indiscutable de transformation sociale, le moyen de faire disparaître d'un coup la société capitaliste pour lui substituer une vague société communiste dont les linéaments sont encore brouillés d'une vague métaphysique individualiste.

Non, la vérité me semble être entre les deux opinions contraires.

Dans un grand nombre de professions, les ouvriers se sont ralliés au principe de la semaine anglaise, avec la fermeture des ateliers et fabriques le samedi après-midi. Ainsi dans la métallurgie. Le mouvement du premier mai est venu sérieusement en aide à certaines corporations, qui luttaient pour le repos hebdomadaire. Ainsi dans la coiffure.

Dans l'industrie du bâtiment, de nombreuses améliorations de salaire ont été consenties par le patronat. De même pour les manœuvres et les terrassiers, parmi lesquels, ceux qui travaillent sous l'eau, dans les caissons à haute pression, ont aujourd'hui la journée de huit heures sans diminution de salaire.

Dans les cuirs et peaux, de Paris, l'augmentation de salaire a été de 10<sup>0</sup>/<sub>0</sub>. A Chaumont, les teinturiers de blanc ont obtenu la journée de huit heures, sans diminution de salaire. A Annonay, la journée a été fixée à neuf heures, et la neuvième heure payée plus fortement que les huit autres. A Dôle, la journée de travail est descendue de 11 et 12 heures à 10 heures, avec une amélioration de salaire de 20<sup>0</sup>/<sub>0</sub>. Mêmes résultats à Romans et dans l'industrie textile de l'Isère; amélioration aussi de la situation des tisseurs et cordiers de Lorient et de Lyon.

Dans les industries de l'or et de l'argent la journée de huit heures a été introduite pour quelques spécialités, avec une sensible amélioration de salaire, alors que précédemment la durée de la journée de travail était de dix heures.

Voici les résultats exacts du mouvement pour la réduction des heures de travail dans la Fédération des travailleurs du livre.

Les sections suivantes ont obtenu la journée de neuf heures: Amiens, Rouen, Lyon, Grenoble, Toulouse, Besançon, Saint-Etienne, Roanne, Poitiers, Orléans, Clermont-Ferrand, Tours, Belfort et Dôle. Ont obtenu neuf heures à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1907: Dijon, Bordeaux (imprimeurs), Bordeaux (dessinateurs). Six sections n'ont rien obtenu: Marseille, Reims, Epernay, Lille, Nîmes, Valréas. Dix sections n'ont pas pris part au mouvement: Limoges impr., Rennes impr., Nantes impr., Cognac, Angoulême, Nancy, Limoges graveurs sur cuivre, Angers, Nantes dessinateurs, Rennes dessinateurs.

Les lithographes s'étaient mis en lutte pour la journée de huit heures et leur mouvement a été si bien mené que, presque sans coup férir, ils ont obtenu celle de neuf.

Dans l'alimentation, les cuisiniers de Marseille ont obtenu la journée de neuf heures, un jour de repos par semaine et une augmentation de salaire. De même les ouvriers boulangers et les limonadiers. Même succès pour les boulangers à Limoges et Pau.

La métallurgie a remporté quelques victoires dans les villes de Paris, Lyon et Amiens.

Les ouvriers et ouvrières de la confection qui sont fort mal organisés n'ont présenté des revendications que dans quelques villes. Les tailleurs pour dames, de Paris, reçoivent une augmentation de 15<sup>0</sup>/<sub>0</sub>. Les ouvriers de la confection des grandes maisons voient la journée de 11 et 12 heures descendre à 10 heures, avec une augmentation moyenne de 50 cts. de salaire par jour. C'est à Lyon que les ouvriers de la confection et les coupeurs ont le mieux réussi: journée de neuf heures, semaine anglaise, paiement du salaire pendant les 13 et 28 jours de service militaire, des journées que perdent les femmes ensuite des couches.

Tels sont, en résumé, les succès remportés *directement* par l'agitation du premier mai. On voit que c'est maigre et que le bruit fait autour de la « nouvelle méthode » a pu illusionner durant quelques mois des naïfs, ou des chercheurs d'absolu, ou des exploités de la classe ouvrière, plus redoutables encore pour elle que le patronat, dans son mouvement progressif vers son émancipation.

Par contre, *indirectement*, cette agitation a donné quelques résultats sur lesquels je m'arrêterai un peu plus longtemps.

Dans le grand nombre de syndicats, la cohésion entre les membres qui les composent est devenue plus grande, ainsi qu'il arrive chaque fois que des luttes communes entraînent tout ou partie du prolétariat. Dans de nombreuses organisations professionnelles aussi, le nombre des ouvriers qui se sont affiliés a sérieusement augmenté, surtout en province. Des ouvriers, indifférents jusqu'alors, ont compris la nécessité du travail d'organisation et de l'effort syndical.

(A suivre.)